

Index AI : PRE01/276/2011  
24 May 2011

## **Deux hommes d'affaires russes adoptés en tant que prisonniers d'opinion après confirmation de leur condamnation**

Amnesty International a déclaré considérer Mikhaïl Khodorkovski et Platon Lebedev, deux hommes d'affaires russes, comme des prisonniers d'opinion après que la condamnation de ces deux hommes pour blanchiment d'argent ait été confirmée mardi 24 mai par un tribunal de Moscou.

Le tribunal municipal de Moscou a ramené les condamnations des deux hommes de 13 ans et demi à 12 ans de prison, mais ne s'est pas penché sur une seule des graves irrégularités ayant caractérisé la procédure pénale dès le début de l'instruction.

« Que la première condamnation de Mikhaïl Khodorkovski et Platon Lebedev ait été injuste ou non, il ne fait plus aucun doute que leur second procès a été entaché de graves irrégularités et motivé par des considérations politiques », a déclaré Nicola Duckworth, directrice du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Cela fait désormais des années que ces deux hommes sont pris au piège d'une justice répondant à des impératifs politiques et non pas juridiques. Le jugement prononcé mardi 24 mai montre clairement que les juridictions inférieures de Russie ne peuvent ou ne veulent pas rendre justice dans cette affaire.

« La Cour suprême représente leur tout dernier espoir d'obtenir justice. Leurs condamnations doivent être annulées et ces deux hommes libérés une fois qu'ils auront purgé la peine pour laquelle ils se trouvent actuellement en prison. »

Après que les deux hommes eurent été déclarés coupables, le 27 décembre 2010, Amnesty International a exprimé de vives inquiétudes concernant la date des faits qui leur sont reprochés, le harcèlement subi par les avocats et les témoins, les irrégularités de procédure - dont la décision d'écarter des éléments de preuve susceptibles d'exonérer les accusés -, et le non-respect du droit d'interroger des témoins à décharge ou de procéder au contre-interrogatoire des témoins à charge.

L'organisation en a conclu que leur déclaration de culpabilité était hasardeuse et a demandé que ce jugement soit infirmé en appel.

« L'inaptitude ou la réticence de la cour d'appel à s'attaquer aux déficiences profondes ayant caractérisé ce second procès, et le fait que Mikhaïl Khodorkovski et Platon Lebedev aient déjà passé huit ans en prison pour des infractions à peine perceptibles, donnent à penser que leur seconde condamnation a été requise pour des raisons politiques purement liées à leur identité », a ajouté Nicola Duckworth.

« Ces deux hommes doivent être remis en liberté une fois que les peines qu'ils purgent actuellement toucheront à leur fin, le 25 octobre et le 2 juillet respectivement. »